



vendredi 21 octobre 2016

Les grands titres:

- Syrie : pour le chef des droits de l'homme de l'ONU, les responsables de crimes devront répondre de leurs actes
- RDC : la police et l'armée ont fait un usage excessif de la force lors de manifestations en septembre, selon l'ONU
- Bataille de Mossoul : l'ONU s'inquiète de l'utilisation de 'boucliers humains'
- Yémen : l'ONU salue l'entrée en vigueur de la cessation des hostilités et achemine l'aide humanitaire
- Madagascar : les agences de l'ONU intensifient leur assistance dans le sud du pays
- Le HCR est préoccupé par le retour illégal de 10 ressortissants syriens depuis la Grèce
- L'ONU désigne Wonder Woman Ambassadrice honoraire pour l'autonomisation des femmes et des filles
- Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité se félicite du dialogue organisé pour mettre fin à la crise politique

Syrie : pour le chef des droits de l'homme de l'ONU, les responsables de crimes devront répondre de leurs actes



Conseil des droits de l'homme à Genève lors d'une session spéciale consacrée à la Syrie.
Photo ONU/Jean-Marc Ferré

21 octobre - Devant le [Conseil des droits de l'homme \(CDH\)](#) réuni en session spéciale à Genève, le [Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein](#), a rappelé vendredi la « crise honteuse » des droits de l'homme en Syrie et prié ses membres de se concentrer sur la souffrance du peuple syrien.

« Les violations et les abus subis par les personnes à travers le pays, y compris le siège et le bombardement de l'est d'Alep, ne sont pas simplement des tragédies; ils constituent aussi des crimes de proportions historiques », a déclaré le Haut-Commissaire rappelant que plus de 300.000 Syriens ont été tués, et beaucoup d'autres blessés et traumatisés au cours de cette guerre civile.

« Des dizaines de milliers de personnes ont été enlevées, exécutées sommairement ou arbitrairement détenues et torturées. Les familles brisées, déracinées et déplacées représentent maintenant plus de la moitié de la population syrienne », a précisé M. Zeid. « L'incapacité collective de la communauté internationale à protéger les civils et mettre un terme à ce carnage devrait hanter chacun de nous ».

Le Haut-Commissaire a souligné que le personnel de son [bureau](#) et celui de la [Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne](#) ont documenté des violations du droit international humanitaire par toutes les



parties prenantes à Alep. « Des groupes d'opposition armés continuent de tirer des mortiers et d'autres projectiles dans les quartiers civils de l'ouest d'Alep, mais les frappes aériennes aveugles sur la partie orientale de la ville par les forces gouvernementales et leurs alliés sont responsables de la grande majorité des victimes civiles », a-t-il précisé. « Ces violations constituent des crimes de guerre. Et si sciemment commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre les civils, ils constituent des crimes contre l'humanité », a-t-il assuré.

« La responsabilité de mettre un terme à la crise syrienne repose principalement sur le [Conseil de sécurité](#), mais pas exclusivement, de sorte que l'[Assemblée générale](#) peut également avoir un rôle », a souligné M. Zeid qui a instamment prié les membres du Conseil des droits de l'homme de mettre de côté leurs désaccords politiques et les a invités à demander au Conseil de sécurité de mettre également de côté leurs rivalités pour agir de façon unie. « L'influence doit être utilisée pour faire avancer une solution politique au conflit », a-t-il précisé. « Les flux d'armes et de matériel pour les parties au conflit doivent cesser ».

Pour M. Zeid, la situation en Syrie devrait être renvoyée d'urgence devant la [Cour pénale internationale \(CPI\)](#). « Chaque partie à ce conflit doit savoir qu'elle sera tenue pour responsable des crimes internationaux qu'elle commet », a-t-il prévenu.

RDC : la police et l'armée ont fait un usage excessif de la force lors de manifestations en septembre, selon l'ONU



septembre 2016, des manifestants à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo. Photo: [Habibou Bangre/IRIN](#)

21 octobre - La police, l'armée et la garde républicaine en République démocratique du Congo (RDC) ont fait un usage excessif de la force lors de manifestations à Kinshasa le mois dernier, durant lesquelles au moins 53 personnes ont été tuées sur deux jours, 143 personnes ont été blessées et plus de 299 personnes ont été arrêtées illégalement, selon une enquête préliminaire des Nations Unies publiée vendredi.

En Cette [enquête](#) menée par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO) a documenté 422 victimes de violations des droits de l'homme, dont des violations du droit à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté et sécurité de la personne, et aux libertés de réunion pacifique et d'expression. Ces chiffres ne reflètent pas l'ampleur réelle des violations, étant donné que les équipes des Nations Unies se sont vues refuser l'accès aux registres officiels de certaines morgues et hôpitaux publics ainsi qu'à plusieurs centres de détention, dont deux établissements clés où la plupart de ceux arrêtés et de nombreux corps avaient été amenés. Les enquêtes sont toujours en cours.

Parmi les 53 personnes, dont sept femmes et deux enfants, dont la mort a été documentée, au moins 48 ont été tuées par des agents de l'Etat, dont des agents la Police nationale congolaise (PNC) et des militaires de la Garde républicaine (GR) et des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Les auteurs présumés de la mort d'une femme et de quatre agents de la PNC ne sont toujours pas identifiés.

Le rapport indique qu'une large majorité des victimes – 38 d'entre elles – ont été tuées par balle. Beaucoup d'entre elles ont été touchées par balle à la tête, la poitrine et au dos, y compris une fille de cinq ans qui a été touchée dans le dos. D'autres victimes ont été brûlées, poignardées, battues ou blessées par machette. Parmi les 143 blessés documentés, 75 ont été victimes de l'usage excessif de la force par des agents étatiques, alors que 68 ont été blessés par des auteurs non identifiés.

Le rapport documente le harcèlement, l'arrestation et la détention arbitraire de journalistes Congolais et internationaux, ainsi que la destruction et le pillage des sièges de huit partis politiques. Le rapport documente également des cas de violence par des manifestants. Parmi les quatre policiers tués, trois ont été battus à mort et un brûlé vif.

Le Représentant spécial du Secrétaire général en RDC, Maman S. Sidikou, exhorte les autorités congolaises à mener dans les meilleurs délais des enquêtes indépendantes, crédibles, impartiales et sur les violations graves des droits de l'homme

documentées dans ce rapport. M. Sidikou a fait part de ses préoccupations profondes concernant l'impunité générale qui prédomine dans le pays, soulignant les conclusions d'un autre [rapport](#) des Nations Unies publié vendredi qui révèlent qu'un très faible nombre d'agents de l'Etat, particulièrement de hauts gradés, et de chefs et autres éléments de groupes armés, sont poursuivis en justice et condamnés en RDC pour des violations des droits de l'homme.

« Un engagement politique fort est nécessaire pour garantir justice et réparation à toutes les victimes de violations sérieuses. Cela est particulièrement déterminant dans le contexte pré-électoral volatile que connaît actuellement le pays, » a déclaré M. Sidikou. « Une justice efficace est un facteur important de dissuasion pour prévenir de futures violations des droits de l'homme et constitue un fondement pour la paix et la stabilité. »

Le rapport sur la lutte contre l'impunité cite un cadre juridique fragile et le manque d'indépendance et de ressources du système judiciaire comme des entraves importantes à la poursuite en justice des auteurs.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exprimé sa profonde inquiétude vis-à-vis du nombre croissant de violations des droits de l'homme commises par des agents de défense et sécurité de l'Etat au cours des derniers mois. Il a exhorté les autorités à prioriser la justice et la lutte contre l'impunité pour les violations sérieuses des droits de l'homme et la réparation aux victimes.

Bataille de Mossoul : l'ONU s'inquiète de l'utilisation de 'boucliers humains'



L'UNICEF et son partenaire WEO déchargent de l'eau et des kits d'hygiène à Al Houd, au sud de Mossoul. Photo UNICEF/UN036544/Aree Dilshad/WEO

21 octobre - Alors que le gouvernement iraquien et ses forces alliées essayent de reprendre la ville de Mossoul, le [Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein](#), a demandé à ce que la protection des civils soit à l'avant-garde de la planification militaire.

« Nous sommes gravement préoccupés par des rapports indiquant que l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) utilise des civils comme boucliers humains dans et autour de Mossoul », a déclaré M. Zeid. « Nous nous félicitons donc des déclarations publiques faites par les dirigeants irakiens selon lesquelles les plus grands efforts seront faits pour protéger les civils, comme l'exige le droit

international humanitaire »,

Le Haut-Commissaire a exprimé une préoccupation particulière en ce qui concerne les personnes retenues en captivité par EIIL appartenant à des communautés ethniques ou religieuses. « Il y a un grave danger que les combattants de l'EIIL non seulement utilisent ces personnes vulnérables comme boucliers humains, mais aussi qu'ils puissent choisir de les tuer plutôt que de les voir être libérées », a-t-il dit.

« Nous avons aussi des informations indiquant que des combattants de l'EIIL ont abattu des civils qui ont essayé de se soulever contre eux ou qu'ils ont soupçonnés d'être déloyaux », a-t-il ajouté.

« Nous savons que l'EIIL n'a aucun respect pour la vie humaine », a déclaré le chef des droits de l'homme de l'ONU, précisant que les combattants qui auront été capturés ou se seront rendus devront rendre des comptes pour les crimes qu'ils ont commis conformément au droit. « C'est la raison pour laquelle il incombe au gouvernement iraquien de faire tout son possible pour protéger les civils », a-t-il souligné.

M. Zeid a souligné que le contrôle de sécurité des civils qui quittent les zones contrôlées par l'EIIL visant à s'assurer qu'ils ne sont pas des combattants de l'EIIL doit être effectué par les autorités légitimes telles que les forces de sécurité et la police irakiennes.

« Le contrôle doit être effectué dans des zones sûres et tous les civils qui ont été agrées doivent être transférés dès que possible dans des camps pour les personnes déplacées contrôlés par des civils et localisés dans des zones sûres », a déclaré le Haut-Commissaire.

M. Zeid a également exhorté les autorités iraqiennes à prendre toutes les mesures possibles pour empêcher que les groupes armés opérant aux côtés des forces de sécurité iraqiennes aient recours à toute forme de représailles contre des civils fuyant l'EIIL. « Cette question demeure une grave préoccupation car ces groupes ont soumis des gens fuyant les zones de conflit, en particulier les hommes et les garçons de plus de 15 ans, à des menaces, des intimidations, des violences physiques, et même des enlèvements et des meurtres », a-t-il déploré.

Alors que l'offensive militaire sur Mossoul se poursuit, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a récemment observé des niveaux de déplacement relativement limités. « Nous poursuivons nos efforts intensifs et continus pour améliorer la protection et assurer davantage de soutien en termes d'abris », a déclaré vendredi un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse à Genève.

Selon les statistiques de l'ONU, 3.900 personnes (soit 650 familles) ont été nouvellement déplacées depuis les districts de Mossoul et d'Al Hamdaniya. « Ces personnes ont été transportées vers un centre d'accueil situé à proximité du village d'Al-Hood où ils reçoivent une aide », a précisé M. Edwards.

« De plus, 240 personnes (soit 40 familles) ont été nouvellement déplacées dans le district de Makhmur, à l'est de Mossoul, et elles ont été transférés hier vers un centre d'accueil à Debaga », a-t-il ajouté soulignant que le HCR organise actuellement des ponts aériens pour la semaine prochaine afin d'acheminer 7.000 tentes familiales en Iraq depuis ses entrepôts de stockage à Dubaï et à Amman.

Yémen : l'ONU salue l'entrée en vigueur de la cessation des hostilités et achemine l'aide humanitaire



L'OMS a fourni à l'hôpital d'Al-Thawra à Hudaydah, au Yémen, des équipements médicaux. Photo OMS/ Abdullah Al-Halabi

21 octobre - L'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Yémen, [Ismail Ould Cheikh Ahmed](#), et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) se sont félicités vendredi de la cessation des hostilités de 72 heures qui a commencé mercredi 19 octobre à minuit et ont exhorté toutes les parties à veiller à ce que les termes soient pleinement respectés.

« La cessation des hostilités est fragile, mais elle est en grande partie respectée », a indiqué l'Envoyé spécial dans une déclaration à la presse, soulignant l'amélioration de la situation générale de la sécurité dans la capitale Sana'a et dans plusieurs régions du Yémen, malgré les cas signalés de violations dans d'autres régions telles que Taëz et les régions frontalières avec l'Arabie Saoudite.

« Nous espérons que le cessez-le-feu durera et conduira à la reprise des pourparlers de paix, ouvrant ainsi la voie à davantage d'aide pour les civils affectés par le conflit », a déclaré pour sa part le porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'un point de presse à Genève.

M. Ould Cheikh Ahmed a exhorté toutes les parties à faire preuve de retenue et à éviter une nouvelle escalade. Son bureau a précisé qu'il poursuivait les consultations avec toutes les parties pour trouver un accord sur une extension de la durée de la cessation des hostilités afin de créer un environnement propice à une paix durable au Yémen.

L'Envoyé spécial et le HCR ont plaidé auprès des parties au conflit pour un accès humanitaire régulier, soutenu et sans entrave pour aider les personnes qui en ont besoin dans toutes les régions du pays.

Le HCR achemine l'aide humanitaire d'urgence

Le HCR délivre actuellement du matériel d'urgence à plus de 125.000 personnes déplacées, y compris à Taëz, une ville en proie aux combats, dans le sud du pays.

« Ces distributions d'aide font partie de la réponse humanitaire mise en œuvre depuis le début du conflit au Yémen en mars 2015, mais l'accès est souvent difficile », a dit M. Edwards.

Les opérations humanitaires au Yémen sont toujours limitées par le conflit, qui affecte 21,2 millions de personnes (plus de 80% de la population). « La possibilité d'apporter une aide aux personnes dans le besoin dans les zones difficiles d'accès et affectées par le conflit est particulièrement importante », a souligné le porte-parole du HCR.

Pour le mois d'octobre et avant la trêve, l'agence de l'ONU pour les réfugiés a déjà apporté une aide à 12.309 personnes dans les gouvernorats d'Al Hudaydah, Amanat Al Asimah, Amran, Hajjah, Sa'ada et Sana'a. « Quelque 21 autres convois sont en route ou en cours de préparation pour se rendre à Taëz, ainsi que dans cinq autres gouvernorats (Ibb, Amanat Al Asimah, Amran, Hajjah et Al Hudaydah) », a dit M. Edwards.

L'aide humanitaire acheminée par le HCR comprend des articles non alimentaires tels que des bâches, des nattes de couchage, des couvertures, des ustensiles de cuisine et des seaux, des kits d'hygiène et des équipements d'assainissement. Des kits de réparation pour les abris aideront également quelque 25.760 personnes.

« Une grande partie de cette aide a été soit pré-positionnée dans les entrepôts du HCR dans les gouvernorats de Sana'a et Al Hudaydah, soit expédiée vers le port d'Al Hudaydah via des livraisons récentes totalisant 1475 tonnes », a indiqué le porte-parole du HCR. « Tous ces efforts de pré-positionnement et de distribution font suite à des semaines de préparation pour la circulation des convois ».

Plus de 2,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du Yémen

Une grande partie des infrastructures vitales du Yémen a été détruite et la situation économique est catastrophique. « Dans ce contexte, les besoins clés pour les déplacés yéménites sont des besoins en termes d'abris, ainsi que de nourriture et d'eau potable », a souligné M. Edwards. « La plupart des personnes déplacées (62%) sont actuellement hébergées par les communautés locales qui sont mises à rude épreuve tandis que d'autres ont trouvé refuge dans des logements loués ou dans des habitations de fortune, y compris des bâtiments publics ou abandonnés et des installations informelles », a-t-il précisé.

L'agence de l'ONU pour les réfugiés souligne que la majorité des personnes contraintes de fuir leurs maisons vivent en tant que déplacés depuis au moins 10 mois en moyenne dans un contexte de détérioration des conditions. « Les personnes ayant trouvé abri dans des installations informelles ou des centres collectifs luttent pour survivre dans des conditions de pauvreté et de surpopulation », a dit le porte-parole du HCR. « D'autres vivant dans des locaux loués risquent l'expulsion ou l'extorsion. Les communautés hôtes locales sont mises à rude épreuve après avoir pris soin de tant de déplacés depuis si longtemps », a-t-il ajouté.

Selon le HCR, le conflit au Yémen a engendré plus de 2,2 millions de personnes déplacées internes et a par ailleurs contraint quelque 180.500 personnes à fuir vers d'autres pays de la région. Quelque 278.034 réfugiés et demandeurs d'asile se trouvent également au Yémen, principalement en provenance de la Somalie et de l'Éthiopie.

Madagascar : les agences de l'ONU intensifient leur assistance dans le sud du pays



Distribution d'argent liquide à Tsihombe, à Madagascar. Photo PAM/David Orr

21 octobre - Le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont annoncé jeudi l'intensification de leurs efforts dans le sud de Madagascar après la publication des résultats d'une récente évaluation sur la sécurité alimentaire dans la région.

Selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), plus de la moitié de la population dans le sud de Madagascar (environ 840.000 personnes) connaît des niveaux alarmants d'insécurité alimentaire.

D'après cette évaluation, la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle dans le pays pourraient se détériorer dès 2017 si l'action humanitaire n'est pas rapidement accrue.

« Ce sont des gens qui vivent dans une situation terrible, beaucoup n'ont rien d'autre que des fruits sauvages à manger. Nous devons agir ensemble maintenant pour sauver des vies et donner de l'espoir », a déclaré le Directeur du PAM dans la région, Chris Nikoi.

Beaucoup de familles ont recours à la mendicité, à la vente de leurs terres ou de leurs biens, et mangent leurs stocks de semences pour survivre. Dans ces conditions difficiles, les enfants sont souvent retirés de l'école pour gagner de l'argent, chercher de la nourriture, du bois et de l'eau, dans une partie du pays où ils souffrent déjà de multiples privations.

« Les stocks de nourriture de la récolte précédente ont été terminés en août, et la prochaine récolte ne sera qu'en mars 2017. Si nous n'intensifions pas nos efforts maintenant, cette période de faim durera une autre année », a dit le Coordonnateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique australe, David Phiri.

Le PAM a indiqué qu'il intensifierait ses opérations pour atteindre près de 1 million de personnes vulnérables d'ici la fin du mois prochain. L'agence va aussi étendre son programme de nutrition pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de cinq ans, tout en continuant à aider les enfants dans le sud de Madagascar avec un repas chaud chaque jour pour assurer une fréquentation régulière à l'école.

L'UNICEF intensifiera ses opérations dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour atteindre 850.000 personnes supplémentaires. L'agence continuera l'évaluation nutritionnelle des enfants de moins de cinq, tout en assurant le traitement des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.

La réponse immédiate de la FAO vise quant à elle 850.000 personnes dans les districts les plus touchés. L'assistance consiste notamment à fournir des semences à maturation rapide et résistantes à la sécheresse. Les agriculteurs recevront également des outils pour remplacer ceux qui auraient été vendus durant cette période de faim prolongée. Un soutien à la production animale sera également fourni.

Afin de soutenir efficacement les personnes à Madagascar et éviter une catastrophe, le PAM a besoin de 89 millions de dollars, l'UNICEF de 36,5 millions de dollars, et la FAO de 18,5 millions de dollars.

Le HCR est préoccupé par le retour illégal de 10 ressortissants syriens depuis la Grèce



Des réfugiés, principalement de Syrie, d'Iraq et d'Afghanistan sont aidés par des volontaires alors qu'ils débarquent près de Scala, sur l'île de Leros, en Grèce. Photo: Ashley Gilbertson / VII Photo pour l'UNICEF

21 octobre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est déclaré vendredi très préoccupé par le retour illégal de ressortissants syriens depuis la Grèce vers la Turquie.

« Selon les informations que nous avons reçues, un groupe de 91 personnes est arrivé sur l'île de Milos, en date du 14 octobre 2016 », a dit un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse à Genève. « Ce groupe a ensuite été transféré vers un centre d'accueil et d'identification sur l'île de Leros, où ils ont officiellement formulé, auprès des autorités responsables, leur volonté de déposer une demande d'asile en Grèce ».

Parmi ce groupe, se trouvait 10 ressortissants syriens qui ont été transférés à Kos, puis réadmis après un voyage en avion à Adana, en Turquie, sans que leurs demandes d'asile aient été prises en compte, a ajouté le porte-parole.

« Le HCR a demandé des éclaircissements aux autorités grecques au sujet de cet incident », a souligné M. Edwards.

L'agence onusienne s'est également déclarée préoccupée par un autre incident concernant un groupe de 131 personnes arrivées dans le Péloponnèse, le 8 octobre 2016.

« Le HCR recherche des informations sur le sort et le statut juridique de 27 d'entre elles après qu'elles ont été emmenées vers une destination inconnue. L'accès à ces 27 personnes a été refusé au HCR et à son représentant légal », a dit le porte-parole.

L'ONU désigne Wonder Woman Ambassadrice honoraire pour l'autonomisation des femmes et des filles



Secrétaire générale adjointe pour la communication et l'information, Christina Gallach (centre), lors de la désignation de Wonder Woman comme Ambassadrice honoraire de l'ONU pour l'autonomisation des femmes et des filles. Photo ONU/Kim Haughton

21 octobre - Les Nations Unies ont désigné vendredi le personnage de super-héroïne de bande dessinée américaine Wonder Woman Ambassadrice honoraire pour l'autonomisation des femmes et des filles.

Cette nomination s'inscrit dans le cadre d'une [campagne](#), en collaboration avec DC Entertainment et Warner Bros, pour sensibiliser l'opinion publique à la question de l'égalité des sexes. Wonder Woman, l'une des super-héroïnes les plus emblématiques, permettra d'atteindre de nouveaux publics sur les objectifs de développement durable et de stimuler l'action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.

« Même si nous avons réalisé des progrès vers l'égalité des sexes, dans de nombreuses régions du monde, les femmes et les filles continuent d'être victimes de discrimination et de violence. L'égalité des sexes est un droit humain fondamental et une fondation pour un monde pacifique, prospère et durable », a déclaré la Secrétaire générale adjointe à l'information, Cristina Gallach.

« Cette campagne est un exemple de la façon dont nous travaillons avec divers partenaires et dont nous construisons de nouvelles alliances pour atteindre des publics partout dans le monde pour qu'ils connaissent et comprennent les objectifs, et,

dans ce cas, l'égalité des sexes », a-t-elle ajouté.

S'appuyant sur l'image de force de Wonder Woman et sur son combat pour la justice et la paix, la campagne mettra l'accent sur les efforts menés dans cinq domaines clés : dénoncer les discriminations et les limites rencontrées par les femmes et les filles; s'unir avec d'autres pour lutter contre la violence et les abus liés au sexe; soutenir la participation pleine et effective et l'égalité des chances pour les femmes et les filles en matière de leadership dans tous les domaines de la vie, y compris sur le lieu de travail; s'assurer que toutes les femmes et les filles aient accès à un apprentissage de qualité; et partager des exemples de femmes et de filles dans la vraie vie qui se distinguent.

« Soutenir la campagne des Nations Unies pour l'autonomisation des femmes est une lourde responsabilité et nous sommes fiers à DC et Warner Bros d'y participer », a déclaré Diane Nelson, la présidente de DC Entertainment et présidente de Warner Bros Consumer Products. « Wonder Woman a toujours été une pionnière pour les droits des femmes et nous croyons qu'elle peut continuer cet héritage en élargissant et en approfondissant le dialogue autour de ces questions cruciales ».

La campagne a été lancée à l'occasion du 75e anniversaire de la première apparition de Wonder Woman dans une bande dessinée en 1941. Cette campagne fait partie d'une série d'initiatives prises par les Nations Unies au nom de l'égalité des sexes.

Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité se félicite du dialogue organisé pour mettre fin à la crise politique



Le Conseil de sécurité discute de la situation en Guinée-Bissau. Photo ONU/Rick Bajornas

21 octobre - Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est félicité du dialogue inclusif entre les dirigeants politiques, la société civile et les communautés religieuses de la Guinée-Bissau qui a eu lieu du 11 au 14 octobre en Guinée, dans le cadre d'un effort régional pour mettre fin à la crise politique dans le pays.

Ce dialogue a été convoqué par le Président de Guinée, Alpha Condé, qui est le Médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la Guinée-Bissau.

Dans un communiqué de presse publié jeudi soir, les membres du Conseil de sécurité ont salué cette initiative, qui fait partie de la mise en œuvre du plan en six points de la CEDEAO pour mettre fin à la crise politique en Guinée-Bissau.

Ils ont salué l'accord obtenu à Conakry, en Guinée, sur la mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO.

Le Conseil de sécurité a exprimé son soutien au consensus sur le processus de nomination d'un nouveau Premier ministre et sur le processus de formation d'un gouvernement inclusif conformément à l'accord. Il a également encouragé le Président Vaz de Guinée-Bissau à procéder à la nomination du Premier Ministre de consensus le plus tôt possible.

Les membres du Conseil ont rappelé que la mise en œuvre de l'accord pourrait rétablir la confiance des partenaires et permettre à la communauté internationale d'honorer les engagements pris lors de la Conférence de Bruxelles en mars 2015 par les partenaires du pays.